



M. Joseph Kabila
Président de la République démocratique du Congo (RDC)
Palais de la Nation
Av. de Lemera, Kinshasa, Congo (RDC)

Cher Monsieur le Président Kabila,

Nous, les représentants des organisations de la société civile africaine sous-signés, vous écrivons pour exprimer nos vives préoccupations quant au recours constant par la police à la force brutale pour écraser les rassemblements pacifiques et passer sous silence les demandes légitimes du peuple de la République démocratique du Congo (RDC).

Au cours de ces dernières années, nous avons observé avec stupéfaction une série d'attaques contre des défenseurs des droits de l'Homme, des organisations de la société civile, des membres de l'opposition politique et des citoyens ordinaires appelant à ce que les élections se tiennent conformément aux principes de la Constitution, et opposant vos tentatives de rester à la tête du pays à la fin officielle de votre mandat le 19 décembre 2016.

Nous sommes consternés par la dernière vague d'assassinats à l'aveugle de manifestants pacifiques qui s'est produite à Kinshasa lors des manifestations du lundi 19 septembre 2016. Rien ne peut justifier de telles atrocités, des atrocités qui ont été la réponse de votre gouvernement à l'exercice par les citoyens de leur liberté fondamentale de réunion pacifique. Les citoyens attiraient pacifiquement l'attention sur l'échec de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) à respecter l'échéance du 19 septembre pour annoncer la date d'élections très attendues.

À la suite des violences qui se sont déchaînées à l'encontre de manifestants pacifiques, votre gouvernement a annoncé que 17 personnes, dont trois officiers de police, avaient été tués. Cependant, il s'agit probablement d'une sous-estimation : les membres de l'opposition politique soutiennent qu'au total, 50 personnes ont trouvé la mort, les organisations de la société civile estimant quant à elles que 25 personnes, dont trois officiers de police, ont été tuées en conséquence de cette violence. En outre, 14 manifestants ont été blessés par arme à feu, et mardi 20 septembre, les bureaux de trois partis d'opposition étaient incendiés.

M. le Président, nous avons également été horrifiés quand des faits similaires se sont produits en janvier 2015, quand la police a eu recours à une force excessive contre des manifestants non armés. À l'époque, les manifestants dénonçaient les amendements proposés à la Loi électorale qui, de leur point de vue, visaient à prolonger votre mandat au-delà des deux mandats stipulés par la Constitution. En janvier 2015, plus de 26 personnes ont trouvé la mort à Kinshasa et à Goma, et parmi celles-ci, on estime que 21 ont été abattues par la police.

Les auteurs de ces actes violents et mortels au sein des services de police n'ont ni été tenu pour responsables de ces violences, ni n'ont été traduits devant la justice. En revanche, les

manifestants ont été arrêtés, et une interdiction a été imposée sur les communications internet et les services de messagerie par téléphone portable.

En dépit de la condamnation de ces premières atrocités au niveau national et international, les événements du 19 septembre montrent que la violence continue à être perpétrée. En conséquence, nous, les organisations de la société civile soussignées, sommes profondément inquiètes du fait que davantage de citoyens pourraient être victimes de violences policières si les questions de programmation des élections et votre maintien à la présidence au-delà d'un second mandat ne sont pas adéquatement traitées conformément à la constitution.

Le dialogue national établi pour étudier la question des élections n'a pas produit les résultats escomptés, la plupart des représentants des parties politiques ayant refusé de participer. En outre, de nombreuses personnes, notamment de l'opposition politique, s'opposent à une décision du Tribunal constitutionnel de mai 2016 vous permettant de rester à vos fonctions jusqu'à l'institution d'un successeur.

M. le Président, étant donné cette situation désespérée, le temps est désormais venu pour vous de prendre la responsabilité de la violence qui se produit dans votre pays et d'y mettre un terme en écoutant les voix de votre peuple.

Nous profitons de cette occasion pour vous rappeler les engagements de la RDC en matière de droits de l'homme internationaux, et le fait que la RDC garantit le droit à la liberté d'expression et à la réunion pacifique. En outre, nous aimerions attirer votre attention sur les Principes de base de l'Organisation des Nations Unies sur le recours à la force et à l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, qui stipulent que les forces de sécurité doivent, dans la mesure du possible, utiliser des moyens non violents avant de recourir à l'usage de la force. Nous notons également que l'Union Africaine a déclaré l'année 2016 Année des Droits de l'Homme.

Ces engagements vis-à-vis des droits de l'homme constitutionnels et internationaux sont tristement ignorés, et doivent immédiatement être respectés.

En tant qu'organisations de la société civile africaine, nous appelons votre gouvernement à :

- 1) Mener immédiatement des enquêtes indépendantes et transparentes sur la violence ayant provoqué la mort de manifestants le 19 septembre. Ceux qui en seront considérés responsables devraient être tenus pour responsables et traduits devant la justice.
- 2) Nous vous demandons de prendre les mesures nécessaires pour éviter une escalade supplémentaire des violences, dans un climat de tensions accrues, et de garantir dans toutes circonstances les droits du peuple congolais à jouir librement de leur droit à exprimer leurs points de vue et de se réunir pacifiquement sur la place publique.
- 3) Nous vous demandons que la Constitution et les limites imposées aux mandats présidentiels soient respectées, et que la volonté du peuple soit honorée en le laissant élire son prochain dirigeant par le biais d'élections.

CC

Président de la Commission de l'Union Africaine

[Endossé par:](#)
CIVICUS